



HAL
open science

**LISE - Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie
économique**
Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. LISE - Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique. 2013, Conservatoire national des arts et métiers - CNAM, Centre national de la recherche scientifique - CNRS. hceres-02031191

HAL Id: hceres-02031191

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02031191v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :
Laboratoire interdisciplinaire pour la Sociologie
Économique

LISE

sous tutelle des
établissements et organismes :

Conservatoire National des Arts Et Métiers

Centre National de la Recherche Scientifique



Mars 2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Notation

À l'issue des visites de la campagne d'évaluation 2012-2013, les présidents des comités d'experts, réunis par groupes disciplinaires, ont procédé à la notation des unités de recherche relevant de leur groupe (et, le cas échéant, des équipes internes de ces unités). Cette notation (A+, A, B, C) a porté sur chacun des six critères définis par l'AERES.

NN (non noté) associé à un critère indique que celui-ci est sans objet pour le cas particulier de cette unité ou de cette équipe.

Critère 1 - C1 : Production et qualité scientifiques ;

Critère 2 - C2 : Rayonnement et attractivité académique ;

Critère 3 - C3 : Interaction avec l'environnement social, économique et culturel ;

Critère 4 - C4 : Organisation et vie de l'unité (ou de l'équipe) ;

Critère 5 - C5 : Implication dans la formation par la recherche ;

Critère 6 - C6 : Stratégie et projet à cinq ans.

Dans le cadre de cette notation, l'unité de recherche concernée par ce rapport a obtenu les notes suivantes.

- Notation de l'unité : **Laboratoire interdisciplinaire pour la socio économie**

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A	A	A+	A	A+	B



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité :	Laboratoire interdisciplinaire pour la socio économie
Acronyme de l'unité :	LISE
Label demandé :	UMR
N° actuel :	3320
Nom du directeur (2012-2013) :	M ^{me} Isabelle BERREBI-HOFMANN
Nom du porteur de projet (2014-2018) :	M ^{me} Isabelle BERREBI-HOFMANN

Membres du comité d'experts

Président :	M. Christian THUDEROZ, Institut national de sciences appliquées, Lyon
Experts :	M ^{me} Catherine DECHAMP-LE-ROUX, Université Lille 1 M ^{me} Maryse GAIMARD, Université de Bourgogne, Dijon, (représentant du CNU) M ^{me} Nicoletta GIUSTI, Université de Bologne, Bologne, Italie M. Thomas REVERDY, Institut national polytechnique, Grenoble, (représentant du CoNRS)
Délégué scientifique représentant de l'AERES :	M ^{me} Viviane COUZINET
Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :	M. Florent CHAMPY (Centre National de la Recherche Scientifique) M ^{me} Clotilde FERROUD (Centre National des Arts et Métiers) M. Michel MELON (Centre National des Arts et Métiers)



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

Le LISE, Laboratoire Interdisciplinaire de Sociologie Economique, a été créé en 2004, avec un statut d'UMR reconnue par les sections 36 et 40 du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il résulte de la réunion d'une équipe d'accueil (EA) du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) - le GRIOT, Groupe de recherche interdisciplinaire sur les organisations et le travail - et d'une unité propre du CNRS - le LSCI, Laboratoire de sociologie du changement des institutions. L'unité est localisée au CNAM, 2 rue Conté, Paris 13^{ème}.

Elle regroupe des enseignants-chercheurs et des chercheurs spécialisés en sociologie du travail et des organisations, sociologie politique, sociologie économique, ergonomie, droit et gestion des ressources humaines (GRH). Les champs et objets privilégiés de l'unité sont : le travail et l'emploi, l'action sociale, l'économie sociale et solidaire, le genre et les discriminations et les relations professionnelles.

Comme pour la plupart des autres unités du CNAM trois années seulement se sont écoulées depuis la précédente évaluation par l'AERES de cette unité (février 2010).

Équipe de Direction

La direction de l'unité est assurée par M^{me} Isabelle BERREBI-HOFMANN, chargée de recherche CNRS, et par deux directeurs adjoints M^{me} Léa LIMA, maître de conférence au CNAM et M. Olivier GIRAUD, chargé de recherche au CNRS.



Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	19	21	20
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	9	8	8
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	6	4	-
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	1	1	1
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	1	1	1
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	5	4	-
TOTAL N1 à N6	41	39	30
Taux de producteurs	96,7 %		

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	27	
Thèses soutenues	17	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *	0	
Nombre d'HDR soutenues	7	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	15	20



2 • Appréciation sur l'unité

Points forts et possibilités liées au contexte

Le comité d'experts relève parmi les points forts une forte intégration au sein du CNAM ; une production scientifique de qualité ; une présence originale dans les débats académiques ; un fort ancrage dans le monde social et les débats publics ; une tradition maintenue d'expertise ; une vie collective riche au sein de l'unité et une forte intégration des doctorants.

Points à améliorer et risques liés au contexte

Près de 10 ans après sa création, l'unité est à la croisée des chemins. L'articulation des objets ou champs thématiques et disciplinaires, nombreux, reste à préciser et à inscrire dans une politique scientifique plus lisible et visible.

Le comité d'experts confirme l'appréciation de l'évaluation précédente (tout en prenant en compte les efforts de l'unité, comme l'atteste son *Projet scientifique 2014-2018*) : les thématiques de l'unité peuvent être mieux articulées, autour de quelques points forts et saillants. Le fondement théorique et les contours de la sociologie-économique que souhaite pratiquer l'unité, ne sont pas assez définis compte tenu de son histoire et de sa volonté de construire une sociologie économique renouvelée. Le projet d'enrichir une sociologie des régulations est intéressant mais il reste peu précis. Enfin, comme l'indique d'ailleurs l'unité dans son *Projet*, la stratégie de publication et de valorisation des résultats de recherche mérite d'être plus affinée et clarifiée.

Recommandations

Le comité d'experts suggère à l'unité, dans le cadre de l'évolution de ses programmes thématiques, de mieux expliciter sa stratégie scientifique interdisciplinaire et de l'inscrire plus clairement dans les débats internationaux contemporains. Il suggère également, pour éviter tout risque de dilution, de mieux inscrire les objets de recherche, nombreux et diversifiés (traités dans les thématiques récurrentes ou en projet dans l'unité), dans une architecture scientifique plus lisible ou plus resserrée.



3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

Cette UMR - la seule du CNAM - est parfaitement intégrée à cette institution. Elle bénéficie du soutien affirmé de celle-ci et sa politique scientifique est adaptée aux publics et à l'originalité du CNAM.

Il faut noter un souci, revendiqué, d'articuler politique scientifique de l'unité et demande sociale, et de construire un dialogue interdisciplinaire (ergonomie, sociologie, droit et sciences politiques) autour de divers couplages thématiques (travail et santé, vulnérabilité et normes d'emploi, innovation et territoires, genre et discriminations, etc.).

De très nombreuses publications académiques, de statut divers, sont à l'actif des membres de l'unité : 165 articles dans des revues à comité de lecture référencées par l'AERES, 62 directions d'ouvrages, 358 chapitres d'ouvrages. On relève également la publication d'ouvrages de référence sur les thèmes-clé de l'unité (dont, en 2012, un Dictionnaire du travail, paru aux Presses universitaires de France) ainsi que la coordination de nombreux numéros de revues référencées.

L'ouverture nationale et internationale est attestée par le pilotage de nombreux projets de recherche ou de coopération, nationaux et internationaux.

L'unité est attentive à la singularité de son regard sociologique (par exemple, à propos d'une « sociologie des mondes productifs », qu'elle distingue d'une sociologie socio-économique plus classique) et à la singularité de ses pratiques méthodologiques (volonté de mener de front travail empirique et analyse sociétale ; de faire varier les échelles d'observation et de compréhension ; de pratiquer les comparaisons internationales). Elle entend, dans son projet, développer une nécessaire réflexion sur les fondements et les méthodes en sciences sociales - à partir de ce qu'elle nomme « les réflexivités sociales ».

Le comité d'experts appuie la volonté de l'unité de rendre plus visibles ses productions académiques (notamment dans les revues de référence des champs concernés) et d'affiner/clarifier sa stratégie de publication sur des supports ciblés et internationalement pertinents. Un site web dynamique, une possible lettre d'information, entre autres exemples, peuvent être des outils de cette visibilité, de même que l'organisation de colloques internationaux ou la présence accrue des membres de l'unité dans les réseaux thématiques internationaux.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

L'unité est inscrite dans plusieurs projets, nationaux et internationaux, dont elle est parfois le pilote (aires couvertes : Europe, Asie, Amérique latine et Maghreb) sur les thématiques centrales de l'unité (expertise sur autrui, égalité des chances, etc.). Elle a été ou est inscrite depuis 2007 dans 6 projets ANR (dont : Marianne I et II, Latin'assist et Zogris). Elle répond à de nombreux appels d'offres (Union européenne, ministères, collectivités territoriales). Elle a tissé de nombreux partenariats internationaux (États-Unis, Allemagne, Suisse, Belgique, Canada).

Ce haut niveau de coopérations internationales est également lisible par les nombreuses conférences à l'étranger en tant qu'invité, par plusieurs traductions (en anglais, allemand et espagnol) d'ouvrages individuels ou collectifs de membres de l'unité, et par l'accueil de plusieurs doctorants, post-doctorants ou enseignants-chercheurs étrangers (Italie, Luxembourg, États-Unis, Allemagne et Russie).

Plusieurs des membres de l'unité sont inscrits dans ou animent des Réseaux Thématiques (RT) de l'Association française de sociologie, en lien avec les problématiques de l'unité (RT Relations professionnelles ; RT Travail famille et temps sociaux).



Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

De nombreux membres de l'unité sont présents dans différentes institutions (dont le Conseil d'analyse stratégique et le Conseil supérieur du travail social). Plusieurs de ses membres siègent, à des titres divers, dans des programmes institutionnels, sont présents dans les structures de gouvernance de plusieurs associations ou instances sociales consacrées à des problématiques dans lesquelles s'inscrit l'unité (égalité professionnelle, travail social, care, dialogue social, etc.) ou sont experts pour l'AERES ou différents ministères.

L'interaction avec l'environnement social, économique et culturel est donc excellente.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

L'unité a fait le choix, assumé, de s'organiser par thématiques - et non par équipes - pour permettre la circulation des chercheurs, construire une transversalité et favoriser l'essor de thématiques émergentes. Cette volonté rend cependant cruciale la question de l'intégration / dynamisation de ces thèmes dans la politique scientifique de l'unité.

La vie collective de l'unité est riche, tant par la pratique des séminaires thématiques, d'un séminaire transversal et des ateliers ou groupes de travail spécifiques. Un règlement intérieur régit la vie collégiale.

La mise à disposition de postes administratifs supplémentaires, demandés par l'équipe de direction de l'unité à ses deux tutelles, doit pouvoir s'envisager sur la base d'une stratégie de développement à 4 ou 5 ans, inscrite clairement dans les politiques scientifiques du CNAM et de l'Institut national des sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Les membres de l'unité animent et dirigent 2 Masters CNAM : « Gestion des ressources humaines et sociologie » et « Travail social et intervention sociale ». Ils participent à 2 masters professionnels sur les fonctions d'expertise et sur l'innovation sociale.

L'unité accueillait 27 doctorants en 2012 (32 sont prévus en 2014). Ils disposent de locaux avec des bureaux pour chacun d'entre eux et sont très insérés dans la vie académique et collective de l'unité. Ils reçoivent un soutien (financier et scientifique) de l'unité pour participer à des colloques nationaux et internationaux et certains sont impliqués dans les projets de recherche des membres de l'unité. Ils participent également aux divers séminaires thématiques proposés par les axes et aux séminaires transversaux.

Le Séminaire des doctorants est organisé par les doctorants eux-mêmes, avec l'appui des enseignants-chercheurs et des chercheurs de l'unité. Au cours de ces séminaires doctoraux et des Journées doctorales, les doctorants ont l'occasion de présenter leurs travaux et d'en discuter avec des chercheurs confirmés. Ces moments de rencontre pour les doctorants sont complétés par un atelier d'écriture et le Séminaire de l'école doctorale CNAM (regroupant SHS et sciences de gestion). Des Journées doctorales spécifiques, organisées par l'unité, sont en projet. Les doctorants, interrogés à ce sujet par le comité d'experts (une quinzaine était présente lors de notre visite), se sont montrés unanimement satisfaits de leurs conditions d'effectuation de thèse et de leur intégration dans l'unité.

L'école doctorale Abbé Grégoire, regroupant toutes les SHS du CNAM, est dirigée par un membre de l'unité. Ce dernier est également président du Conseil scientifique du CNAM.

L'investissement dans la formation par la recherche de l'unité est donc de très bon niveau.



Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

La politique scientifique est clairement affichée, mobilisant toutes les composantes et compétences de l'unité.

Le Projet scientifique 2014-2018, sous l'intitulé générique d'une sociologie des régulations, s'articule autour de questions centrales aujourd'hui en sciences sociales : la pluralisation des sociétés contemporaines ; les inégalités sociales ; les mutations du rapport aux institutions. Il propose un positionnement plus spécifique de l'unité autour de 3 nouveaux pôles thématiques : les transformations de l'intervention et de la protection sociale ; la recomposition des normes du travail et de l'emploi ; les nouvelles réflexivités sociales, en (re)pensant le lien entre sciences sociales et débats publics. A cela s'ajoutent des thématiques émergentes : la fabrique des droits sociaux ; société numérique et protection sociale ; société numérique et mondes productifs.

Le comité d'experts encourage l'unité à inscrire résolument ces thématiques dans les débats académiques internationaux et à engager un dialogue accru avec les courants théoriques contemporains. Il estime que la volonté consensuelle d'associer toutes les compétences de l'unité doit s'allier à une plus grande précision des points saillants de sa problématique scientifique.



4 • Analyse thème par thème

Thème 1 :

Travail

Nom du responsable :

M^{me} Maële BIGI, M^{me} Marie-Anne DUJARIER, M^{me} Anne Gillet, M. Pierre LENEL

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	3,75	3,75
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	1,83	1,83
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)	0,83	0,83
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	0,75	
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche	2	2
ETP de doctorants	7	
TOTAL	16,16	8,41

• Appréciations détaillées

Le thème « Travail » est un thème essentiel de cette unité. Ses membres sont fortement impliqués dans l'animation de la recherche française sur ce champ, comme en témoigne la publication récente, sous la direction de deux membres de l'unité, de l'ouvrage collectif Dictionnaire du travail aux PUF (2012).

Les travaux s'inscrivent dans une trajectoire « historique » autour des thèmes et des champs des relations professionnelles, de la régulation et de la démocratie au travail. Ils connaissent un important renouvellement grâce à des articulations originales avec des « questions de société » concernant la santé, la consommation, le genre, la famille et l'emploi.

Cet enrichissement empirique présente cependant un risque possible de dispersion problématique, visible dans la liste des mots-clefs affichés dans le projet (la flexicurité, les labels, le care, les cadres, l'intime, l'évaluation, le bénévolat, le vieillissement, la reconnaissance, etc.).

Plusieurs membres participent aux comités de rédaction des revues spécifiques au champ et aux réseaux académiques (responsabilités de 2 Réseaux Thématiques de l'Association française de sociologie (AFS), de 2 Comités de recherche de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) et collaborations avec le Centre de recherche sur l'expérience, l'âge et les populations au travail (CREAPT)).



L'unité est identifiée au niveau international sur les normes d'emploi : elle est un interlocuteur régulier pour les projets internationaux sur ce thème.

Le groupe d'investigation sur le « Travail » défend une activité de recherche concernant la question de la régulation et de la démocratie dans les mondes du travail. L'unité entend aller au-delà de l'étude des relations professionnelles pour s'intéresser aux dynamiques dans les espaces de travail. D'où des travaux empiriques et théoriques sur l'organisation par projet, l'encadrement de proximité, les normes dans les « zones grises » du travail, le management à distance par les indicateurs de gestion, la recomposition des normes et des contenus de travail, l'impact des technologies numériques sur les collectifs de travail.

D'autres travaux ou projets s'intéressent à la frontière entre travail et hors travail : recherches novatrices, à partir de l'exploitation de bases de données biographiques, sur les transitions professionnelles et les ruptures ; On relève également un projet de recherche original et ambitieux sur la transformation des milieux de travail (en partenariat avec le GIS-CREAPT) pour une adaptation aux différentes étapes de la vie. Enfin figure un projet de recherche sur l'intégration professionnelle des personnes malades du cancer, ce qui est novateur.

Ces thématiques émergentes conviennent au questionnement pluridisciplinaire, en particulier entre sciences sociales et sciences pour ingénieurs et médecine. Cette interdisciplinarité autour de problématiques précises correspond à la stratégie de l'InSHS du CNRS.

L'unité est aussi reconnue pour ses compétences sur le travail social, le travail associatif et le travail en milieu carcéral. Une enquête sur la « mise au travail du consommateur » a constitué un apport novateur à la sociologie de la consommation et la sociologie des marchés.

Toutes ces recherches font l'objet de nombreuses publications sur des supports variés et contribuent à assurer, au moins en France, la place de l'unité sur ce thème.

Conclusion

- Avis global sur le thème :

Il s'agit d'un thème « historique » et qui fonde une grande part de l'identité de l'unité. La volonté de renouvellement des objets de recherche est patente ; ces derniers sont articulés aux questions contemporaines de société. La qualité des travaux fait de cette unité un acteur majeur en France pour les recherches empiriques, à la croisée des questions de travail et des questions sociales/sociétales, en cohérence avec l'inscription institutionnelle au CNAM.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

L'unité constitue un des laboratoires de référence en sociologie du travail en France. Elle se distingue pour la qualité et l'originalité de ses recherches empiriques comparatives sur les normes de travail et d'emploi.

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

La qualité des productions de ce thème doit permettre à cette unité de constituer un pôle de référence en France sur le travail, identifiable par la communauté internationale. Ce qui suppose de poursuivre l'effort de valorisation des résultats dans des revues internationales spécialisées, et d'accroître la participation aux colloques, nationaux et internationaux, en sociologie du travail, ergonomie et théorie des organisations. Il convient « d' enrôler » les doctorants dans cette dynamique.

Le dialogue avec la communauté internationale sur l'entrée « organisation » doit être renforcé ; l'unité dispose en effet à ce sujet de ressources empiriques indiscutables et fécondes. Cette meilleure visibilité n'est pas seulement une question de traduction : elle suppose d'accepter de dialoguer davantage avec les communautés académiques, y compris en se saisissant de ses cadres problématiques et de ses exigences rédactionnelles.

- Recommandations :

Le comité d'experts encourage l'unité à poursuivre son effort de clarification et de structuration du thème « Travail » autour de quelques questions centrales et problématisées et développer sa présence sur la scène scientifique internationale.



Thème 2 : Genre, droits, institutions

Nom du responsable : M^{me} Chantal Nicole-DRANCOURT

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	2,50	2,50
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	2,33	2,33
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)	0,83	0,83
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	0,25	
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche	1	1
ETP de doctorants	1	
TOTAL	7,91	6,66

• Appréciations détaillées

Cette thématique fait suite au groupe « Genre et organisations », créé en 2005 comme groupe transversal de l'unité. Il est pluridisciplinaire. En effet, cinq disciplines sont représentées : la sociologie, la gestion, le droit, la socio-économie, l'ergonomie. L'axe regroupe une quinzaine de membres de l'unité, plus des membres extérieurs.

De nombreuses notions ont été débattues au sein de cet axe et quatre champs ont été plus particulièrement approfondis :

- la construction des inégalités professionnelles et des discriminations entre hommes et femmes dans l'entreprise ;
- la transformation de la relation travail/famille et la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale ;
- l'histoire et l'épistémologie du concept de genre ;
- La protection sociale, le genre et le développement.

Le choix scientifique opéré par l'unité la distingue des autres travaux menés sur les questions du genre : penser en termes d'institutions et de distinction de sexe plutôt qu'en termes de rapports sociaux de genre ; penser les rapports de genre en termes de relations institutionnalisées de subordination sociale plutôt qu'en termes de domination ou d'exploitation.



Plusieurs recherches ont été menées dans le contrat actuel dont une dans le cadre d'une ANR franco-allemande ayant pour objectif l'analyse du mode de construction de la catégorie de genre dans le discours sociologique "classique" (1890-1933).

Les recherches menées ont donné lieu à plusieurs publications (ouvrages et articles).

En complément des recherches menées, la problématique relationnelle (dont l'approche par les membres de l'unité est avant tout méthodologique) a été approfondie dans un atelier de réflexion « Approches relationnelles ». Cet atelier a conduit les membres de ce groupe à travailler, sous forme de séminaires (9 entre 2009 et juin 2012) et d'ateliers de lecture, sur le « féminisme relationnel » à la suite des travaux de Nancy Fraser. Ces travaux ont permis de développer « une sociologie de l'institution de la distinction de sexe » et de tester ce nouveau cadre dans les différents champs des programmes de recherches des membres de l'unité. Cet atelier a également permis aux chercheurs de discuter de quelques concepts fondateurs en sociologie économique (pouvoir, égalité, institutions) contribuant à l'enrichissement de ce champ disciplinaire.

Les membres de ce groupe ont également eu le souci de la formation et de la diffusion des fruits de leur réflexion :

- ils ont mis en place et assurent la responsabilité (durant deux ans) d'un séminaire de recherche du master du CNAM GRH et sociologie ;

- un projet de création d'un certificat de spécialisation « Egalité femmes-hommes dans les entreprises et les organisations » est à l'étude aujourd'hui à la suite de ce séminaire, porté par les membres de l'unité. Ce certificat s'adressera au personnel des entreprises et des organisations œuvrant pour réduire (voire supprimer) les inégalités de statut, de carrière et de traitement entre les femmes et les hommes ;

- un projet d'institutionnalisation du séminaire « Genre » est également à l'étude dans le cadre de l'Ecole doctorale du CNAM.

Les membres du groupe ont voulu donner une plus grande visibilité à leurs travaux et structurer ce champ de recherches dans un réseau international. Ils ont ainsi organisé :

- un programme de recherche de trois ans sur la « reformulation de la question sociale conciliation » ;

- un colloque international a été organisé à Paris « Egalités hommes/femmes et articulation travail/famille : vers un nouveau modèle » ;

- un réseau thématique ARTS (Articulation travail famille et temps sociaux) au sein de l'Association française de sociologie.

L'espace de réflexion sur le genre disparaît en tant que thématique centrale du projet scientifique 2014-2018 mais la question du genre reste présente dans les différents projets et thèmes proposés, notamment à propos de la parentalité, des normes du travail et de l'emploi et de l'analyse des discriminations.



Conclusion

- Avis global sur le thème :

Le groupe « Genre, droits, institutions » s'avère avoir développé une thématique dynamique en termes de recherche, de publications, d'ateliers de réflexion, de séminaires, de formation par la recherche et d'internationalisation. Le bilan est donc positif.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

Il faut souligner :

- la pluridisciplinarité des membres de l'axe ;
- le choix scientifique et l'approche de la question du genre qui le positionne par rapport aux autres espaces qui travaillent sur le genre ;
- l'implication dans la formation du CNAM.

- Recommandations :

Maintenir un thème transversal de réflexion sur le genre au sein de l'unité.

Poursuivre l'internationalisation et l'intégration dans les réseaux concernés par ce champ.



Thème 3 : Solidarités, innovations, territoires

Nom du responsable : M^{me} Blandine DESTREMAU, M. Laurent FRAISSE, M. Jean-Louis LAVILLE, M. Mohamed MADAOU

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	1	1
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	0,66	0,66
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	1,75	1,75
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche	1	1
ETP de doctorants	5	
TOTAL	9,41	4,41

• Appréciations détaillées

Ce thème est né en 2009 de la réunion de deux thèmes précédents : « Territoires, développement et mondialisation » et « Sociologie économique et démocratie ». Il ne figure plus explicitement dans le Projet scientifique 2014-2018. Il ne regroupait en 2012 que 3 membres titulaires.

Le thème Solidarités, innovations, territoires (STI) propose un positionnement original. Les aspects traités concernent : l'innovation sociale, les formes et réformes des solidarités sociales, l'économie sociale et solidaire, et les dynamiques entrepreneuriales au Maghreb.

Ses travaux s'inscrivent dans la perspective d'une théorie anti-utilitariste de l'action. Ses membres souhaitent étudier les phénomènes économiques « invisibilisés » et mettre en évidence la pluralité des ordres et principes économiques. L'intention est de construire « une sociologie des connectivités, des encastremements, des émergences ou des absences ».

Pour cela, le groupe concerné entend produire une connaissance par déconstruction et décalage des points de vue, l'observation des zones grises et le renouvellement de la perspective critique en sciences sociales.

La construction d'une cohérence entre des concepts non « naturellement » liés - solidarité, innovations et territoires - ne semble cependant que partiellement réussie. Cette articulation est plutôt assurée par la croyance en une approche quasi militante de la sociologie économique. Cette sociologie du décalage mérite, pour mieux servir ses buts citoyens, davantage de clarté, sur les concepts comme sur les références théoriques. Elle gagnerait à se confronter aux théories qu'elle récuse et à mieux s'inscrire dans le débat scientifique international.



Conclusion

- Avis global sur le thème :

La déclinaison du thème est de grand intérêt pour faire avancer l'analyse scientifique sur certaines questions sociologiques, notamment sur le rôle des pratiques sociales dans le règlement des rapports économiques, en complément ou dans les interstices des relations marchandes.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

Le point fort est la connexion entre recherches de terrain (comme en témoignent les travaux des doctorants ou l'analyse des entrepreneurs au Maghreb), l'actualité des sujets traités (au vu des questions de la mondialisation de l'économie et de la confrontation entre différents systèmes sociaux et économiques) et les mutations profondes et accélérées de la société occidentale.

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

La thématique gagnerait en cohérence en explicitant mieux son lien avec les différentes approches de la sociologie générale, des études organisationnelles et de la sociologie-économique. L'objectif de se différencier des approches « mainstream », revendiqué par les membres de ce groupe, n'occulte pas la nécessité de produire des résultats de recherche partageables avec le reste de la communauté scientifique.

- Recommandations :

S'emparer, en les critiquant ou en les approfondissant, des grands débats de la sociologie internationale sur les thèmes de la sociologie-économique, en termes de conceptualisation, d'auteurs mobilisés et d'usage d'une lingua franca pour la diffusion des résultats des recherches.



4 • Analyse thème par thème

Thème 4 : Politiques et action sociale : acteurs et régulations

Nom du responsable : M^{me} Marie-Christine BUREAU et M^{me} Sylvie ROUXEL

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	3,75	3,75
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	3,20	3,20
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)	0,33	0,33
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	0,5	0,5
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche	1	1
ETP de doctorants	4	
TOTAL	12,78	8,78

• Appréciations détaillées

Le programme de recherche de cette thématique est conforté par le projet scientifique de l'unité. Est réaffirmée la posture de recherche, partagée par l'équipe dans le domaine de l'intervention sociale, visant à articuler l'analyse de l'action publique et son inscription territoriale avec les conditions d'exercice du travail social.

Les résultats du projet ANR « Expertise sur autrui » ont été présentés dans un ouvrage collectif. Cette recherche a permis d'affirmer le choix méthodologique d'analyse qualitative entre les différents partenaires sociaux contre le déploiement d'une logique méthodologique ne pouvant rendre compte de la complexité des situations sociales.

La participation au programme de recherche de l'équipe Etude longitudinale française depuis l'enfance (ELFE), pilotée par l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'Institut national de la santé et des études médicales (INSERM), a permis au groupe de travail de définir un projet de recherche (avec la CNAF, Caisse nationale d'allocations familiales) sur les normes de parentalité véhiculées par l'action publique (ANR Veniromond). La recherche « Être parents face aux institutions » est paradigmatique du questionnement central de l'unité car elle interroge les interactions (travail, famille, modes de garde) avec les injonctions publiques. Dans le cadre de l'ANR Latin'Assist seront interrogées les interactions entre famille et politiques sociales.

Ce thème développe une analyse critique des transformations des métiers de l'intervention sociale induites par les nouveaux modèles du management public.



Enfin, par ses recherches sur la médiation, le thème a investi le terrain des nouvelles activités qui peuvent évoluer vers de nouveaux métiers favorisés par l'évolution des politiques du *care* (*caregiver*, médiateur, pair-aidant). Le séminaire Grift-Disst-Lise (2011-2012) a été centré sur ces questions. L'approche territoriale des nouveaux métiers de l'intervention sociale est pleinement investie par le thème et s'inscrit dans le projet scientifique de l'unité.

Conclusion

- Avis global sur le thème :

Il s'agit d'un thème bien structuré dont l'objectif est de rendre compte de l'interdépendance croissante entre les politiques sociales, les métiers et les publics de l'intervention sociale, comme les acteurs revendiquant l'accès aux droits sociaux. Il est ancré dans la réalité du terrain par le lien avec les professionnels du travail social (Conseil supérieur du travail social, auditeurs de la formation en intervention sociale du CNAM).

- Points forts et possibilités liées au contexte :

Cet ancrage dans la réalité du champ de l'intervention sociale est unique en France et participe à une réflexivité sociale que se propose d'analyser l'unité dans son prochain quinquennal en portant la thématique de l'innovation sociale inscrite dans le Labex Sciences, innovations, techniques et société (SITES).

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

Les nombreux travaux empiriques sont centrés sur la réalité sociale de la France. Le groupe concerné semble peu participer à une réflexion structurée sur les transformations des politiques sociales en Europe, à l'exception d'une contribution à l'analyse comparative de la prise en charge de la dépendance dans l'Union Européenne. On note toutefois une ouverture sur les politiques sociales en Amérique latine (dans le cadre de l'ANR LatinAssist) et au Maghreb, ainsi qu'une conférence internationale sur « L'Etat social en France et au Canada : quelles logiques d'activation ? », associée à un projet de publication.

On peut espérer que l'unité aura une politique de recrutement permettant de renforcer cette thématique, compte tenu des départs à la retraite prévisibles de quelques chercheurs de l'unité, spécialistes reconnus dans ce domaine.

- Recommandations :

Il faudrait mieux inscrire les travaux de cette thématique dans des réseaux européens et internationaux sur les politiques sociales et sur le travail social.



5 • Déroulement de la visite

Date de la visite :

Début : Jeudi 21 mars 2013 à 9H00

Fin : Jeudi 21 mars 2013 à 17H00

Lieu de la visite :

Institution : Cnam (Conservatoire national des arts et métiers),
2, rue conté 75003 Paris

Déroulement ou programme de visite :

9h00 - 9h45 :	Réunion du comité à huis clos, salle des Professeurs.
9h45 - 11h30:	Rencontre avec l'unité, salon d'honneur.
9H45 - 10H00	Présentation du bilan (bilan général de l'unité et bilan des thématiques par la direction.
10H00 - 10H 20	Présentation du projet et des thématiques par la direction.
10H20 - 11h 30	Discussion avec le comité.
11h30 - 11H 50	Rencontre avec les représentants des tutelles, salon d'honneur.
11H50 - 12h00	Pause.
12h00 - 12h30 :	Rencontre avec les doctorants, salon d'honneur.
12h30 - 13h30 :	Déjeuner du comité à huis clos, salle des Professeurs.
13h30 - 17h00 :	Réunion du comité à huis clos, salle des Professeurs.



6 • Statistiques par domaine : SHS au 10/06/2013

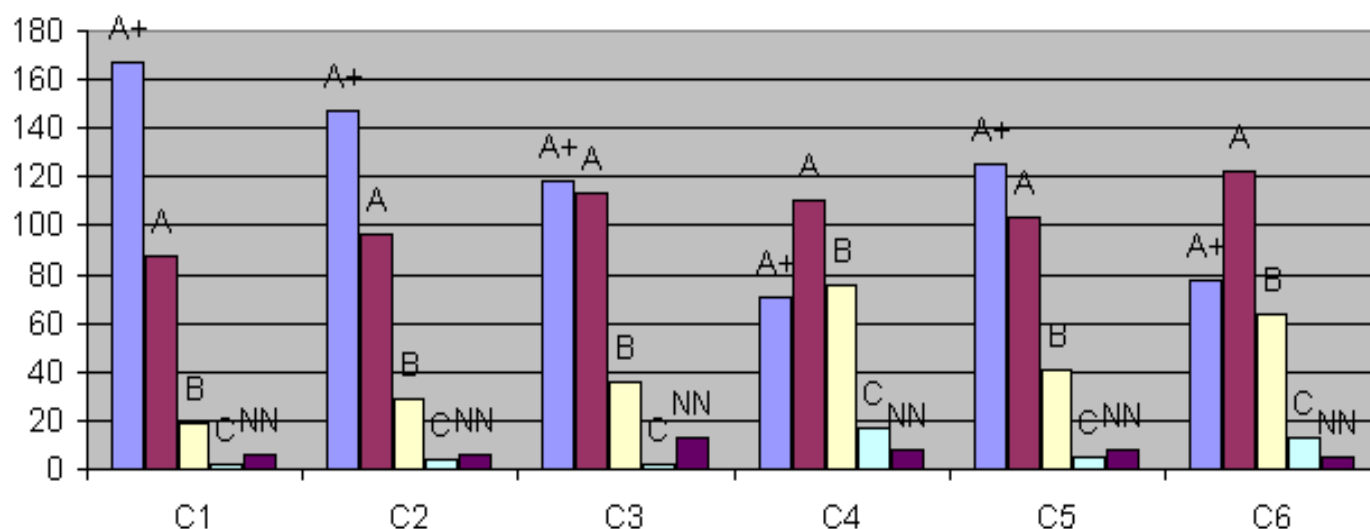
Notes

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	167	147	118	71	125	78
A	88	96	113	110	103	122
B	19	29	36	76	41	64
C	2	4	2	17	5	13
Non Noté	6	6	13	8	8	5

Pourcentages

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	59%	52%	42%	25%	44%	28%
A	31%	34%	40%	39%	37%	43%
B	7%	10%	13%	27%	15%	23%
C	1%	1%	1%	6%	2%	5%
Non Noté	2%	2%	5%	3%	3%	2%

Domaine SHS - Répartition des notes par critère





7 • Observations générales des tutelles

Paris, le 30 avril 2013

Affaire suivie par :
Clotilde FERROUD
Directrice de la recherche
clotilde.ferroud@cnam.fr

Monsieur le directeur de la section
des unités de recherche
AERES
20 rue Vivienne
75002 Paris

Objet : Réponse – volet général – pré rapport pour le laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique
S2PUR140005667 - LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE POUR LA SOCIOLOGIE ECONOMIQUE - 0753471R

Je vous remercie pour l'envoi du rapport du comité de visite concernant le laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique.

Vous trouverez ci-joint les observations (volet général) rédigées par la direction du LISE à ce sujet.

Je vous prie de croire, Monsieur le directeur, à l'expression de ma considération distinguée.

Pour l'administrateur général empêché,
La directrice de la recherche



Clotilde FERROUD

Evaluation AERES du laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique

Réponse du Cnam

Volet général

Nous avons apprécié le compte-rendu d'évaluation produit à l'occasion de la visite du comité AERES du 21 mars 2013, et remercions le comité de visite et son président.

Ce rapport présente de façon détaillée les acquis et points forts suivants :

- L'originalité du positionnement scientifique du laboratoire tant du point de vue du contenu de l'activité de recherche que de l'usage des méthodologies de recherche
- La participation à la recherche partenariale et l'animation scientifique au sein du CNAM
- La forte internationalisation de son activité de recherche
- L'organisation dynamique autour d'axes thématiques ouverts
- Le dynamisme de l'animation scientifique au sein de l'unité
- La qualité et l'autonomie de la vie doctorale au sein de l'unité
- Le caractère fédérateur du projet scientifique de l'UMR
- La qualité du travail scientifique accompli dans les différents axes du laboratoire

Au-delà de cette évaluation largement positive sur les missions principales d'une unité de recherche de l'importance du Lise, nous tenons à apporter un certain nombre de précisions ou réponses quant à des aspects plus critiques du rapport d'évaluation.

1. Titre et page de garde.

Le nom du laboratoire, nous le rappelons, est : « Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique » et non « Laboratoire interdisciplinaire pour la socio-économie » comme il est mentionné plusieurs fois dans le texte. Il s'agit bien de sociologie et non d'économie donc. Les champs ne se recouvrent pas aujourd'hui. De même, le laboratoire est hébergé au Conservatoire national des arts et métiers et non au « Centre national des arts et métiers ». Une partie des remarques et commentaires reprennent le terme de socio-économie tout au long du rapport, y compris pour formuler des recommandations de fond.

2. Point 2. Appréciation sur l'unité.

Dans la sous-partie de ce point 2 intitulée « points à améliorer et risques liés au contexte », il est précisé : « Le fondement théorique et les contours de la socio-économie que souhaite pratiquer l'unité, ne sont pas assez définis compte tenu de son histoire et de sa volonté de construire une sociologie économique renouvelée ».

Le terme de socio-économie qui renvoie à des collectifs disciplinaires relevant de l'économie et non de la sociologie, ne figure pas dans le projet scientifique du Lise. Il n'est donc pas dans nos objectifs de nous positionner dans ce champ.

3. Point 2. Appréciation sur l'unité.

Dans la même sous-partie de ce point 2, il est encore noté : « comme l'indique d'ailleurs l'unité dans son *Projet*, la stratégie de publication et de valorisation des résultats de recherche mérite d'être plus affinée et clarifiée ».

Tirée de l'analyse SWOT produite dans le projet de l'unité, cette remarque correspond à la formulation d'un objectif d'optimisation de notre activité collective et ne saurait être interprétée comme une autocritique objective. Cela n'est pas le sens de l'exercice demandé par les textes et les recommandations.

4. Point 3. Appréciations détaillées. Sous-partie : appréciation sur la stratégie et le projet à 5 ans.

Dans cette sous-partie, le rapport énonce la critique suivante :

« Le comité d'experts encourage l'unité à inscrire résolument ces thématiques dans les débats académiques internationaux et à engager un dialogue accru avec les courants théoriques contemporains. Il estime que la volonté consensuelle d'associer toutes les compétences de l'unité doit s'allier à une plus grande précision des points saillants de sa problématique scientifique. »

Dans le contexte contemporain de recomposition des activités scientifiques, la tension entre demande de construction de vastes projets collectifs fédérateurs, à forte visibilité internationale et le souci de « précision de points saillants » se fait plus forte que jamais. Comme nous l'indiquons dans notre projet scientifique, notre choix consiste à travailler sur les questions de la pluralité sociale, en nous démarquant de l'option aujourd'hui très classique qui consiste à donner la priorité à l'individualisation. Notre choix aurait facilement pu être illustré par un grand nombre de références théoriques. Etant donné la nature de l'exercice, ce n'est pas la forme d'exposé que nous avons retenue.

De façon générale, un temps plus approfondi d'échange aurait sans doute permis d'entrer dans le détail de nos options problématiques présentées dans le rapport et étayées par les références bibliographiques des membres de l'unité.

La rencontre avec l'unité n'a occupé qu'un temps court de la journée (15 minutes de présentation générale de l'activité, 20 minutes pour le projet et la stratégie scientifique de l'unité, 1h15 d'échanges et questions avec l'ensemble de l'unité), l'essentiel du temps de la journée (déjeuner et après midi) ayant été consacré, comme l'a souhaité le délégué AERES en un huis clos du comité (voir l'emploi du temps en fin de rapport).

5. Analyse thème par thème.

Cette dernière partie du rapport est consacrée à l'évaluation de l'activité et de la production scientifique des thèmes structurants de notre unité. Les réserves formulées dans le rapport sont les suivantes.

Thème Travail :

« Le comité d'experts encourage l'unité à poursuivre son effort de clarification et de structuration du thème « Travail » autour de quelques questions centrales et problématisées et développer sa présence sur la scène scientifique internationale ».

Les recommandations formulées par le comité sont largement entamées au sein de l'axe. En témoignent notamment la responsabilité de projets internationaux ou la participation active de nombreux chercheurs de l'axe à des ANR internationales en lien avec des équipes européennes, sud et nord-américaines.

Thème Genre, droit et institutions :

- « Maintenir un thème transversal de réflexion sur le genre au sein de l'unité ».
- « Poursuivre l'internationalisation et l'intégration dans les réseaux concernés par ce champ ».

La problématique du genre restera au cœur de cet axe thématique. Le travail d'internationalisation de ce collectif de recherche est en cours, aussi bien au sein de l'espace de recherche européen (manifestations et réseau scientifique internationaux) qu'extra-européen (travaux de recherche ANR en cours sur l'Amérique latine par exemple).

Thème Solidarité, innovations, territoires :

« S'emparer, en les critiquant ou en les approfondissant, des grands débats de la sociologie internationale sur les thèmes de la socio-économie, en termes de conceptualisation, d'auteurs mobilisés et d'usage d'une lingua franca pour la diffusion des résultats des recherches. »

Les publications issues de l'activité de cet axe de recherche font l'objet de publications, de traductions et de diffusions internationales fortes. Les productions scientifiques de cet axe sont ainsi des références structurantes dans les débats internationaux concernés. Cet axe participe par ailleurs d'un Labex, (Labex SITES), où il porte la dimension « innovation sociale ».

Thème Politique et action sociale :

« Il faudrait mieux inscrire les travaux de cette thématique dans des réseaux européens et internationaux sur les politiques sociales et sur le travail social. »

Outre les travaux de comparaison internationale en cours ou achevés récemment au sein de l'axe et portant sur des aires géographiques variées telles l'Allemagne, la Suisse, l'Ecosse, le Québec, l'Amérique latine, de nouveaux projets de recherche européens ont été déposés récemment comme cela a été mentionné au cours de la visite du 21 mars.